

Association des industries de l'automobile du Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

L'Association des industries de l'automobile du Canada (AIA CANADA) est une association commerciale nationale représentant l'industrie du marché secondaire de l'automobile, une industrie de 18,49 milliards de dollars employant plus de 420 200 personnes, soit 51 % du total des travailleurs du secteur canadien de l'automobile. L'AIA représente des fabricants, des distributeurs-magasiniers, des grossistes, des commerces de détail, des ateliers de réparation de carrosserie et des fournisseurs de services d'entretien et de réparation de partout au Canada. Bien que le marché secondaire de l'automobile représente 18,4 milliards de dollars, cette industrie pourrait générer annuellement 30,4 milliards de dollars si les Canadiens effectuaient régulièrement l'entretien recommandé par le fabricant. De plus, cela offrirait de nombreux avantages sur le plan de l'économie, de la sécurité et de l'environnement. Le parc automobile est en pleine croissance et il vieillit de plus en plus, si bien qu'il compte aujourd'hui 21,7 millions de véhicules immatriculés au Canada dont l'âge moyen est de 8,5 ans. Dans le but d'inciter les Canadiens à faire réparer et entretenir régulièrement leur véhicule, l'AIA a présenté au gouvernement fédéral un plan d'incitation pour l'inspection des véhicules (Vehicle Inspection Incentive Plan) aux fins d'examen et de commentaires. Le plan d'incitation pour l'inspection des véhicules proposé s'inspire du crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire qui a été créé par le gouvernement fédéral et qui a connu un grand succès. L'objectif du plan d'incitation pour l'inspection des véhicules consiste à améliorer la sécurité routière, à réduire les coûts sociaux découlant des collisions, à réduire la consommation de carburant générale en faisant en sorte que les véhicules soient plus éconergétiques et efficaces et à protéger les familles canadiennes en leur évitant des pannes de véhicule coûteuses et inutiles. L'AIA a confié au Conference Board du Canada (CBdC) le mandat de réaliser une analyse approfondie des répercussions économiques du plan d'incitation pour l'inspection des véhicules. Voici les avantages que la version actuelle du plan d'incitation pour l'inspection des véhicules procurait au gouvernement fédéral selon l'analyse du CBdC : • réduction des dépenses de 266,4 millions de dollars; • augmentation des recettes de 107,4 millions de dollars; • bénéfice net de 373,8 millions de dollars; • bénéfice net supplémentaire de 187,3 millions de dollars pour les provinces; • création de 25 100 emplois (9 362 techniciens automobiles qualifiés); • réduction du taux de chômage de 0,1 %. L'AIA souhaite travailler à la mise au point de son plan d'incitation pour l'inspection des véhicules avec le gouvernement fédéral afin de mettre en place un programme de collaboration mutuellement avantageux. Compte tenu de la conjoncture économique, nous sommes persuadés que ce programme contribuera à stimuler la croissance économique par la création d'emplois en plus d'améliorer la sécurité des Canadiens qui empruntent nos routes et nos autoroutes.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Comme il a été mentionné dans la réponse à la question 1, l'AIA estime que le plan d'incitation pour l'inspection des véhicules qu'elle propose entraînera la création de nombreux emplois au sein du marché secondaire de l'automobile et des secteurs connexes. Les dépenses supplémentaires nécessaires à l'exécution d'un programme comme le plan d'incitation pour l'inspection des véhicules permettront de créer 25 100 emplois et cela aura des répercussions directes, indirectes et secondaires sur l'emploi. Les répercussions directes comprennent la création d'emplois découlant des nouvelles dépenses. En effet, 15 800 emplois seront créés directement par l'augmentation des dépenses des consommateurs. Ces emplois seront créés chez les concessionnaires d'automobiles (le secteur de la vente au détail) ainsi que dans l'industrie de la réparation et de l'entretien des automobiles. Parmi les emplois directs créés, 9 362 emplois (59,3 %) seront des postes de travailleurs qualifiés comme des techniciens professionnels en entretien. Les répercussions indirectes sur l'emploi toucheront la chaîne de production. Par exemple, les concessionnaires d'automobiles et les ateliers de mécanique automobile auront besoin de pièces d'automobile, ce qui pourrait entraîner la construction de nouveaux points de service. La création de 4 700 emplois supplémentaires, principalement dans le domaine des services, constitue l'un des effets indirects sur l'emploi. Par ailleurs, les dépenses découlant des salaires et des profits générés par les répercussions directes et indirectes entraîneront des répercussions secondaires sur l'emploi. Par exemple, un technicien automobile qui vient d'obtenir un emploi dépensera son salaire pour se procurer divers biens et services. Ainsi, les répercussions secondaires permettront de créer 4 600 emplois supplémentaires, principalement dans le domaine des services. Il est possible d'établir un multiplicateur d'emploi d'après ces résultats. Un multiplicateur d'emploi est le ratio du nombre total d'emplois créés par rapport au nombre d'emplois créés directement chez les concessionnaires d'automobiles et dans les ateliers de mécanique automobile. Dans ce cas, le multiplicateur est de 1,59. Ce multiplicateur n'est pas très élevé, puisque la réparation d'automobiles est une industrie à prédominance de main-d'œuvre. Par conséquent, les emplois directs sont beaucoup plus nombreux que les emplois créés grâce aux répercussions indirectes et secondaires.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

L'industrie de l'automobile est l'un des principaux moteurs de l'économie canadienne, cependant, elle doit actuellement composer avec une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ce qui continue de nuire à sa croissance et à sa rentabilité. Le pourcentage de travailleurs cumulant moins de 10 années d'expérience au sein de cette industrie continue de croître (55 %) et 16 % de ces travailleurs ont moins de 25 ans. Parallèlement, le pourcentage de travailleurs de 45 ans ou plus est passé de 23 % en 2005 à 32 % en 2009. La composition démographique de la main-d'œuvre pose différents problèmes aux employeurs du marché secondaire de l'automobile. La perte des travailleurs les plus expérimentés en raison des départs à la retraite combinée au manque d'expérience relatif de plus de la moitié du reste des travailleurs sera aggravée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Approximativement 13 000 postes sont vacants au sein de cette industrie et 37 % sont des postes de technicien d'entretien. Une enquête menée auprès des employeurs a révélé que 29 % d'entre eux ont un ou plusieurs postes à pourvoir. La

réalité est que de nombreux jeunes ne connaissent pas les métiers spécialisés et toutes les possibilités qui s'offrent à eux et qu'ils ne savent pas comment les compétences qu'ils ont acquises à l'école peuvent leur être utiles sur le marché du travail. Les enseignants sont une source importante d'information sur le marché du travail, pourtant nombreux sont ceux qui ont une connaissance limitée des divers secteurs de l'économie ainsi que des compétences recherchées par les employeurs. L'information sur le marché du travail, les normes professionnelles, les possibilités de reconnaissance professionnelle ainsi que les occasions d'expérience de travail peuvent faciliter la transition des études au marché du travail. Les enseignants et les employeurs ont des horaires et des emplois du temps différents et très exigeants. Cependant, diverses mesures sont prises pour rapprocher ces deux cultures de façon à motiver les jeunes à apprendre et démontrer la pertinence de ce qu'on leur enseigne, ce qui permettra de faciliter leur transition vers un emploi qu'ils estimeront et apprécieront.

Recommandations : les programmes de transition entre l'école et le travail sont importants pour une grande diversité de professions de l'industrie, notamment les métiers spécialisés. Il est nécessaire d'établir des liens efficaces entre l'information sur le marché du travail, les normes professionnelles et les compétences recherchées pour obtenir un emploi dans une industrie. Les expériences de travail pratique qui permettent de voir comment les compétences sont mises en pratique en milieu de travail sont aussi extrêmement utiles. Le marché du travail est vaste et il est facile de s'y perdre lorsqu'on n'a aucune expérience. Les stratégies qui facilitent l'entrée sur le marché du travail font des liens entre les compétences et les professions et offrent des occasions d'expérimenter le travail quotidien d'une profession permettant à une personne d'avoir une vue d'ensemble des métiers spécialisés et des divers secteurs de l'industrie, notamment du marché secondaire de l'automobile.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La dette personnelle des consommateurs canadiens continue de croître, en particulier celle des Canadiens plus âgés qui approchent de la retraite. Par conséquent, la société et les gouvernements devront tôt ou tard relever le défi qui consistera à fournir une aide et des services supplémentaires à des retraités incapables de s'offrir un logement, de la nourriture et des biens de première nécessité. L'incertitude qui touche les marchés boursier et immobilier pourrait également contraindre de nombreux futurs retraités à revoir leur plan de retraite, ce qui pourrait réduire le nombre d'emplois disponibles pour la génération suivante qui entrera sur le marché du travail au cours des 10 à 15 prochaines années. Le gouvernement fédéral devra veiller à assurer la viabilité et la solidité à long terme du Régime de pensions du Canada en plus d'offrir davantage de possibilités aux jeunes pour qu'ils puissent trouver un premier emploi à temps plein après avoir obtenu un diplôme d'études collégiales ou universitaires. Il pourrait être nécessaire d'offrir un programme général d'aide à l'entrepreneuriat aux nouveaux diplômés des collèges et des universités. Le resserrement des règles hypothécaires imposé par le gouvernement fédéral est un pas dans la bonne direction, cependant, les consommateurs devront prendre les mesures qui s'imposent afin de rétablir leur situation financière. La récession s'est traduite par une hausse abrupte du chômage, dont une partie pourrait persister. Durant une récession, les longues périodes de chômage se font plus courantes et peuvent nuire à la capacité des travailleurs à se trouver un autre emploi. Le gouvernement fédéral et le secteur privé devront continuer de collaborer pour créer des politiques et des programmes visant à stimuler la création d'emplois et à accroître la productivité de la main-d'œuvre. L'AIA CANADA a soumis une proposition semblable, laquelle consiste en une collaboration entre les gouvernements et le secteur de la réparation et de l'entretien des automobiles visant à stimuler l'activité et la croissance économique au moyen d'un programme

d'incitation pour les consommateurs qui permettra également d'accroître le nombre de véhicules faisant l'objet d'inspections et de réparations adéquates.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les fabricants et les distributeurs du marché secondaire de l'automobile du Canada est la lenteur de la reprise économique aux États-Unis. Bien que les répercussions sur les concessionnaires et les consommateurs canadiens soient limitées, il s'agit néanmoins d'un problème qui continuera de nuire au commerce canadien en raison des relations commerciales étroites qui existent entre les deux pays. De plus, la confiance des consommateurs des États-Unis influence directement les consommateurs canadiens, notamment en raison de la proximité géographique et des médias communs aux deux pays. Le gouvernement fédéral devra continuer de cerner de nouveaux marchés pour les exportateurs canadiens en vue de réduire notre dépendance à l'égard des États-Unis. Parallèlement, l'AIA recommande que le gouvernement continue de veiller à ce que les entreprises canadiennes puissent accéder librement au marché américain et qu'il s'oppose vivement à toutes les initiatives du gouvernement des États-Unis visant à promouvoir les politiques privilégiant l'achat de biens américains. En particulier, il demeure très important de veiller à ce que les procédures douanières soient équitables et rapides lorsque des biens sont expédiés aux États-Unis afin d'éviter les retards coûteux.